

ANTIRESSE

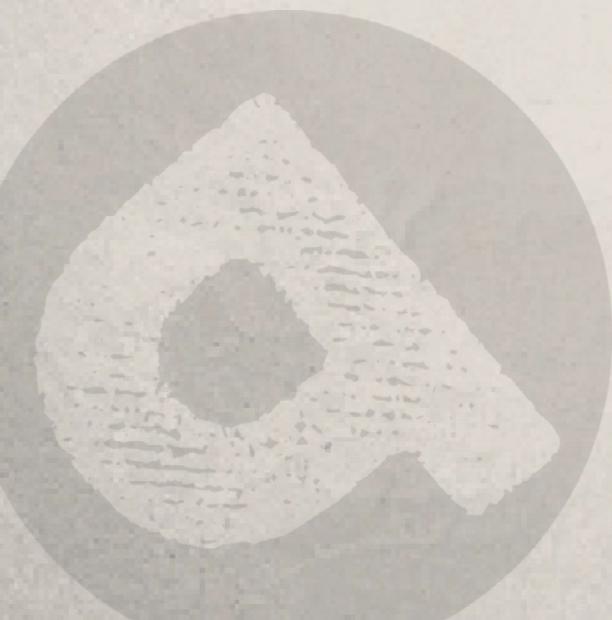
Observe • Analyse • Intervient

Groupe témoin

Chiffons de papier

Chasse-démons

Fous alliés



N° 344 | 3.7.2022

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Groupe témoin

FACE AU DÉFERLEMENT DE LA BÊTISE TOTALITAIRE, LES REMPARTS DE LA RAISON NE SE TROUVERONT NI DANS LES PARTIS, NI DANS LES GROUPES, NI DANS LES MOUVEMENTS, NI DANS LES PROGRAMMES. ILS SE TROUVERONT DANS L'ÉCLOSION INDIVIDUELLE, SOLITAIRE ET IMPÉRIEUSE DU SENS DE LA VÉRITÉ. L'AFFAIRE QUI SUIT EN EST UN INDICE.

Wouter van der Lelij est entrepreneur en Suisse. Excédé par la partialité de la télévision de service public dans le cadre d'une campagne de votation sur la loi Covid-19, il avait dénoncé en février dernier la RTS auprès de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radiotélévision (AIEP)(1). Sa plainte ciblait en particulier l'émission «Mise au point» du 4 novembre 2021 intitulée «La haine avant la votation sur la loi Covid», qu'il estimait «symptomatique de la couverture unilatérale, alarmiste et polarisante de la RTS».

Nous avons appris cette semaine, via le compte LinkedIn du plaignant, que l'autorité en question, par six voix contre trois, lui donnait raison. Dans le communiqué plutôt feutré de l'administration fédérale, on peut lire entre autres que:

«...les membres de l'AIEP sont arrivés à la conclusion que les exigences particulières d'équilibre et d'impartialité découlant du principe de pluralité sont applicables aux émissions ayant un lien avec une votation populaire imminente. Cependant, vu que le reportage n'a pratiquement donné la parole qu'à des partisans des mesures Covid-19, il a véhiculé une image unilaté-

rale des responsables de la dégradation du climat politique.»

En d'autres termes et sans tordre le sens de ces remarques, on peut dire que l'institution médiatique financée par le contribuable suisse a contribué par son travail unilatéral à aggraver la «haine» qu'elle semblait vouloir dénoncer. Le plaignant aurait pu avancer une myriade d'autres exemples dans le domaine concerné (la couverture de la pandémie de Covid-19), comme la succession de plateaux quasi monocolores de l'émission de débats Infrarouge, la surreprésentation d'«experts» anxiogènes liés à l'industrie pharmaceutique, l'occultation des conflits d'intérêts desdits experts ou encore l'obséquieuse absence de questions opportunes lors des conférences de presse des autorités sanitaires groupées autour du ministre Berset et de sa calamiteuse *Task Force*, dont les prédictions au sujet de l'évolution de la pandémie apparaissent a posteriori comme un catalogue d'exagérations orientées.(2)

Mais le plaignant et ses cosignataires ont eu la sagesse de se concentrer sur un cas concret encore que *symptomatique* et leur victoire est de taille. Elle jette le discrédit non



seulement sur une émission particulière, mais sur une manière et un système: la manière et le système qu'ont certains médias de service public de prendre les citoyens pour des enfants qu'on intimide ou des oies qu'on gave avec des produits toxiques sciemment conçus à cet effet. Monter, à la veille d'un vote sur le vert ou le rouge, un *panel* d'avis ne défendant que la couleur verte (ou rouge), cela ne se fait pas par inadvertance, à moins bien sûr qu'on soit daltonien. Auquel cas l'on se met à l'assurance invalidité. En l'occurrence, personne n'y songe.

La partialité est un mode de fonctionnement normal et pour ainsi

dire inconscient de ces rédactions, qui sont comme un navire où l'on aurait discrètement collé un aimant au flanc de la boussole. En entendant sa coque râper sur les récifs, le timonier tombe des nues! De même, la reconnaissance officielle et administrative de cette malignité dans leur travail a dû laisser certains journalistes de fonction totalement pantois. Sur quoi, plutôt que de recevoir avec humilité et attention le signal fort qui leur a été adressé, ils se sont drapés dans leur bonne conscience et armés d'un avocat.

On appréciera au bas du communiqué la réaction arrogante de la RTS ainsi que le commentaire bien

ciblé, mais détendu du plaignant à ladite réaction. La morgue impénitente et presque mécanique de cette réaction tranche singulièrement avec la richesse factuelle et humaine du communiqué du plaignant, qui mérite d'être médité ligne par ligne.

QUI EST FOU?

Au-delà du fond de l'affaire, c'est la note personnelle qui attire l'attention et qui restera. Notons d'abord le profil du plaignant. Il eût été agréable pour la RTS d'avoir affaire à un querulent désœuvré, un i-détective des causes occultes ou un marginal. Or son accusateur est une personnalité du monde de l'économie, un créateur d'entreprises reconnu qui a fondé des startups à succès comme agenda.ch et JobUP. Pas le genre de grincheux tatillon qui passerait son temps à houspiller les médias pour vider sa rancœur.

Mais voici, à son propos, l'information clef: «À l'annonce du verdict», écrit Wouter, «j'ai éclaté en larmes et j'ai quitté la salle. Je n'étais donc pas fou...»

Il se peut que l'homme d'affaires soit un peu trop émotif, mais l'incident n'est pas anodin. Il a donc *fondu* en larmes (quand d'autres, en cas de verdict inverse, eussent *éclaté de rire*), et a quitté la salle. Ses nerfs n'ont pas résisté à une révélation qui allait bien au-delà du *cas administratif*: non pas la révélation que le service public avait failli à sa tâche, mais la révélation qu'il *n'était pas fou!*

Voilà donc la conclusion essentielle de l'affaire Wouter van der Lelij

contre RTS. La réaction spontanée de cet homme, honnêtement rapportée dans son communiqué, nous en dit plus long que le verdict administratif: les tricheries et les distorsions des médias de masse, de ceux en particulier qui servent de référence quotidienne et coutumière à des millions de citoyens non avertis, ne résultent pas seulement en une information tendancieuse et erronée qui ruine leur crédibilité. Sur ce point, le jury durant la délibération a suivi le plaignant lorsqu'il dénonçait «un grave manquement à l'objectivité journalistique». Ces tricheries et ces distorsions conduisent *en particulier* chez les gens sensibles et sensés à une forme de schizophrénie entre ce qu'ils voient et comprennent et ce qu'on leur *dit* de voir et de comprendre. Combien, comme Wouter, ont fini par douter de leur raison, mais n'ont pas eu la présence d'esprit, la volonté ou la possibilité de la mettre à l'épreuve?

En l'occurrence, la responsabilité du système que van der Lelij a démasqué va même au-delà de la complicité avec un coup de force sanitaire du «cartel de la peur» ayant conduit à une restriction injustifiée de nos libertés fondamentales par l'exploitation d'une panique surjouée. La responsabilité de cette fabrique d'opinion va jusqu'au harcèlement de masse en poussant les individus même les plus sains, les plus équilibrés et les plus efficaces d'une société comme la nôtre à douter de leurs facultés mentales.

Qu'un individu aussi manifeste-

tement *opérationnel* que Wouter van der Lelij finisse par s'écrier «je n'étais pas fou» et fonde en larmes témoigne que les consommateurs de la narration médiatique dominante subissent une forme incontestable de violence. Un «professionnel» du débat médiatique ne se serait pas effondré à l'annonce de sa victoire, pas plus qu'un soldat de métier ne pleure de bonheur après avoir survécu à une attaque: la victoire pour eux est en quelque sorte l'issue attendue par défaut, sans quoi ils ne feraient pas ce qu'ils font. Pour Wouter, citoyen agnostique et novice en ces domaines, elle est traumatique, en ce sens qu'elle représente une libération presque miraculeuse.

Voilà en quoi le «cas» WvdL est précieux. Il m'a profondément impressionné parce que son engagement, ainsi que le contrecoup émotionnel qu'il a subi, représentent la version publique et officiellement «avalisée» de la révolte de milliers de citoyens dits ordinaires et anonymes.

Chaque semaine, par les messages sociaux, par le courrier électronique ou la poste, je reçois des témoignages de gens en proie à la même exaspération et au même vertige: est-il possible qu'ils mentent autant, ou est-ce moi qui suis fou, ou folle? Tant de lettres au rédacteur jamais publiées ni acquittées dont je ne sais que faire, tant de protestations sans écho, tant d'argumentations parfois fastidieuses et surchargées qui finissent directement à la corbeille. Il est plus aisé de faire face lorsqu'on s'est assuré que dans le système poli-

tico-médiatique le mensonge n'était pas l'exception, mais la règle. A l'Antipresse, nous appelons cela l'*hypernormalisation*. Mais pour arriver à cette conclusion, il faut brûler bien des certitudes et renoncer à bien des comforts. Et ceux qui suivent cette voie en arrivent facilement à se polariser dans un combat idéologique qui ne fait qu'aggraver le problème de la distorsion de réalité, plutôt que de le résoudre.

MÉTAMOUVEMENT

Face aux fictions hypernormalisées construites par le système politico-médiatique, la révolte des «citoyens ordinaires», agnostiques et non militants, incarne justement le rôle d'Antigone. Ils ne combattent pas le mensonge au nom d'une «autre vérité», mais parce que le mensonge, c'est le mensonge et qu'il n'y a pas à aller plus loin. Ces gens, comme Antigone dans la pièce de Sophocle, constituent un groupe témoin: ils rappellent que la vérité n'est pas la résultante d'une pesée d'intérêts et d'une lutte de pouvoirs, mais qu'elle existe en soi.

Le groupe témoin est constitué justement de personnes comme lui, comme Wouter. Ce n'est pas un mouvement, mais un *métamouvement*, un réseau de liens humains structuré par des qualités d'énergie plutôt que par des causalités — l'antithèse en somme de la bêtise quantitativement synchronisée qui gangrène la société de masse dont je parlais dans la dernière édition (AP343). Il relie entre eux des esprits éveillés de

tous bords, de tous milieux culturels et de toutes opinions. Et il dessine en creux la tempête de décervelage totalitaire qui s'acharne à éradiquer toute liberté de pensée dans le monde, et dont nous ne savons même pas encore exactement le nom. Nous sentons seulement que ce passage du communiqué de WvdL évoque des résonances précises et effrayantes, remontées tout droit d'un passé obscur que nous croyions révolu:

«Je sais que mes observations sur ces dérives orwelliennes médiatiques sont partagées par des centaines de milliers d'autres citoyens, y compris par des journalistes et au moins par un producteur au sein même de la RTS. Ces collaborateurs de la RTS, qui ont pris contact avec moi ici sur LinkedIn et avec qui j'ai ensuite échangé, m'ont témoigné leur désarroi face à une ambiance "soviétique" et d'"auto-censure" inédite.»

Avec le déchaînement de la bêtise normée que nous observons dans tous les domaines — sanitaire, culturel, sociétal, politique — le rôle des groupes témoins deviendra critique. Heureusement, de par leur nature même, qui est agnostique,

quantique et décentrée, ces îlots de raison et de témoignage sont indestructibles.

POST-SCRIPTUM

«*Ma démarche est plutôt positive. Plutôt que de détruire, je souhaite améliorer les choses et je prends ma responsabilité de citoyen pour essayer d'y contribuer.*» (WvdL)

- Photo de krakenimages sur Unsplash.

NOTES

1. On ne peut saisir l'AIÉP que pour une émission particulière. L'aspect «symptomatique» de cette émission précise dans le contexte d'une couverture généralement partielle de la pandémie n'était pas pris en compte. L'AIÉP s'est bien exprimée *uniquement* sur cette émission. Elle n'est pas compétente pour juger d'une tendance générale.
2. Ces deux derniers points ont été notamment épinglés avec beaucoup de sérieux par Catherine Riva et Serena Tinari de ReCheck. Voir Catherine Riva & Serena Tinari: «Médias suisses et coronavirus: cesser de nourrir la peur», AP227 | 05/04/2020; COVID19 • En Suisse, la prévention tourne à la farce, AP240 | 05/07/2020; «Suisse: le cartel de la peur livre des aveux complets», AP323 | 06/02/2022.



-1783- THE UNION STARTED WITH 13 STATES. AREA IN SQUARE MILES 249,045

-1803- THE UNION EMPIRED UP 7 STATES. THE PURCHASE OF LOUISIANA FROM FRANCE.

-1819- THE UNION COMBINED UP 22 STATES. FLORIDA CDED BY SPAIN.

-1845- THE UNION COMBINED UP 34 STATES. TEXAS ANNEXED IN 1845.

-1848- THE UNITED STATES GAINED UP 145 STATES AND TERRITORIES. AREA IN SQUARE MILES 2,501,230. IN THE YEAR 1848 WE ANNEXED...

-1899- THE UNITED STATES HAS COME INTO POSSESSION OF NUMEROUS COLONIES. CUBA - PHILIPPINES AND PORTO-RICO.

AND NOW ALL THE NATIONS ARE ARRANGED TO BE ON FRIENDLY TERMS WITH UNCLE SAM.

A LESSON FOR ANTI-EXPANSIONISTS. Showing how Uncle Sam has been an Expansionist first, last, and all the time.

ENFUMAGES par Eric Werner

Le droit comme chiffon de papier

LE BIEN PUBLIC REQUIERT PARFOIS QU'ON MENTE, NÉCESSITÉ FAIT LOI. MAIS IL NE FAUT PAS QUE CELA DEVIENNE UNE HABITUDE. SANS QUOI, NOUS DIT MACHIAVEL, ON SE COMPLIQUE SINGULIÈREMENT LA VIE.

Les Russes ont donc dit qu'ils ne négocieraient plus désormais avec les Occidentaux, car ils n'avaient plus confiance en leur parole. Les Occidentaux ne tiennent en effet jamais parole. Cela n'a donc pas de sens de discuter avec eux. Le contexte est celui des accords de Minsk. Non seulement les Occidentaux ne les ont jamais appliqués, mais on sait aujourd'hui que quand ils les ont signés (c'était en 2015), ils étaient d'avance décidés à ne pas les

appliquer. Ils savaient d'avance que c'était un chiffon de papier. À quoi bon dès lors discuter ou négocier?

C'est devenu aujourd'hui une mode en Occident que de ne pas respecter la parole donnée. Dernier exemple en date, la Finlande, qui avait promis en 1948 de ne jamais adhérer à une alliance militaire. C'est écrit noir sur blanc dans un traité. En échange, la Finlande (qui avait collaboré avec l'Allemagne pendant la guerre) avait pu conserver son

indépendance. Sauf que tout cela appartient maintenant au passé. Du passé faisons table rase. La Finlande vient, comme nous le savons, de déposer une demande d'adhésion à l'OTAN, demande bien sûr accueillie favorablement.

Autre exemple, la Lituanie qui viole les clauses d'un traité international garantissant la liberté des communications entre la Russie et l'enclave de Kaliningrad. Là aussi, tout le monde a trouvé ça très bien. Sans parler de la Suisse qui vient de reprendre à son compte l'intégralité des sanctions américaines contre la Russie, en violation de plusieurs articles de sa propre constitution. Personne n'a jamais cru à la neutralité suisse, tout le monde a toujours su que c'était un mythe, mais là c'est officiel. On peut difficilement être plus clair que ne l'est le gouvernement suisse: la neutralité suisse, je m'assois dessus. Seul problème, la neutralité suisse est une création du Congrès de Vienne, la Suisse n'est donc pas exactement libre d'en faire ce qu'elle veut (en l'espèce un chiffon de papier). Mais elle le fait quand même. Le Congrès de Vienne, je n'en ai rien à faire.

LE MAÎTRE ET SES ÉMULES

Je parle de mode, mais en réalité c'est un choix stratégique. Ce choix est celui des gouvernants américains qui, à un moment donné, ont décidé de s'affranchir de toutes les contraintes liées au droit international et de ne plus désormais retenir comme critère de décision que

le seul intérêt des États-Unis: pas seulement d'ailleurs l'intérêt *national* des États-Unis (ce qu'on pourrait comprendre), mais leur intérêt en tant que puissance *hégémonique*. Cela va beaucoup plus loin. Autrefois, il faut le dire, les États-Unis n'agissaient pas comme ça, du moins pas *systématiquement*. Ils respectaient encore certaines limites: ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Il n'y a plus aucune limite. Qui plus est, ce ne sont pas seulement des choses qu'ils font *de temps à autre*, ils les font au contraire *tout le temps*. C'est leur manière de faire habituelle. Ces méthodes ont été mûrement pensées et même théorisées. Elles n'ont donc rien d'improvisé. L'extension à l'est de l'OTAN (en violation, là encore, de la parole donnée) doit être envisagée dans cette perspective. Mais aussi l'extraterritorialité revendiquée du droit américain.

Là, en revanche, où l'on peut parler de mode, c'est à propos de l'Europe. Car, bien évidemment, les Princes-esclaves européens sont amenés à imiter leur maître américain. Ils l'imitent comme on imite toujours son maître bien-aimé, en essayant de le dépasser. Dans une certaine mesure, ils y sont parvenus, comme on vient de le voir avec ce marché extraordinaire qui vient de se conclure à Madrid au sommet de l'OTAN: la Turquie ayant accepté de lever son veto à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, en échange de la livraison d'opposants kurdes et d'opposants au dictateur Erdogan aujourd'hui réfugiés en

Suède et en Finlande. Il y a là presque un effet de loupe. C'est en plus gros ce que les Américains font tous les jours en plus petit. On se demande parfois ce que les médias officiels occidentaux veulent dire quand ils parlent de «nos valeurs». Quelles valeurs? Les valeurs LGBT? On a maintenant la réponse.

Entendons-nous bien. Je ne suis pas en train de sacraliser le droit international, encore moins de dire que la politique se réduit au droit ou à la morale. Je n'ignore assurément pas que la politique internationale est un rapport de forces. C'est ce que disait Machiavel, et Machiavel avait raison de le dire. Il n'y a pas, ou que très peu, de moralité en politique internationale. Nécessité fait loi. Etc. Mais ce qu'enseignait aussi Machiavel, c'est que les gens qui passent leur temps à mentir ou à tromper leur prochain, ami ou ennemi, se compliquent ainsi singulièrement l'existence. Effectivement, nécessité fait loi. Mais il faut être très économe de ces choses, n'y avoir recours qu'en cas d'impérieuse nécessité. Il ne faut pas que cela devienne une habitude, sans quoi on en paye alors le prix. Une fois qu'on s'est acquis une réputation de menteur ou de tricheur, il devient très difficile de retrouver la confiance des gens.

Les Russes nous disent aujourd'hui qu'ils ne font plus confiance aux Occidentaux, et donc qu'ils ne négocieront plus jamais avec eux. Mais qui fait encore confiance aux Occidentaux? Les populations occidentales elles-mêmes ont-elles encore

confiance en leurs propres gouvernants? Encore une fois, le problème n'est pas celui de la morale et de la politique. On ne demande pas aux gouvernements occidentaux d'être des anges. Mais, au moins, qu'ils respectent certaines limites. C'est ce qu'ils ne font justement plus, depuis longtemps. Là est la nouveauté. On le voit par exemple avec l'affaire Assange, mais on pourrait aussi citer les saisies illégales de biens et d'avoirs de citoyens russes vivant en Europe. Une journaliste allemande couvrant la guerre en Ukraine, mais du mauvais côté, le côté russe, a également vu son compte bancaire bloqué en Allemagne, et pas seulement le sien: celui de son père. Là non plus, il n'y a plus aucune limite. Les limites en question sont ici *les lois elles-mêmes*: lois, on le voit, que les autorités respectent autant qu'elles respectent les traités internationaux. Qui croit un seul instant aujourd'hui, nous qui vivons en Suisse, en France ou en Allemagne, que nous vivons dans un *Etat de droit*?

ARRÊTER D'OBÉIR

La conséquence en est que personne n'a plus confiance en personne et que l'État lui-même est de plus en plus perçu comme une menace pour la vie et les libertés des citoyens, peut-être même la principale. On ne peut pas encore parler de «société du non-consentement», mais c'est un fait que les gens renâclent de plus en plus à faire ce qu'on leur demande de faire. Les gens n'obéissent plus aujourd'hui

que sous la contrainte. Dès qu'ils peuvent désobéir sans trop de risques pour eux, ils le font. Il est bien loin également le temps où les citoyens acceptaient de se sacrifier pour le bien commun. Quel bien commun? De quelle communauté? Les autorités s'en inquiètent légitimement, et donc réagissent en donnant toujours plus de pouvoirs à la police. Elles ont trouvé par ailleurs dans le numérique un puissant instrument de contrôle social. Sauf que cette transformation de l'État en machine totalitaire ne fait qu'accroître encore le malaise général, et à terme, je pense, un risque bien réel (ou chance?) de sécession généralisée. «Il y a un moment où il faut arrêter d'obéir», écrivait l'écrivain anarchiste américain Karl Hess dans son *Petit traité du bonheur et de la résistance fiscale*(1).

On ne saurait en ce sens séparer la politique intérieure de la politique extérieure. C'est un effet aussi de la mondialisation. Dès lors qu'on abolit les frontières, les différents plans ont forcément tendance à s'entremêler, à

basculer les uns dans les autres. Il est rare qu'un État perçu comme *Etat-voyou* dans sa façon d'agir au plan international respecte la démocratie et l'État de droit au plan interne. On ne peut pas ainsi se couper en deux, être à la fois Dr Jekyll et M. Hyde. Ce n'est en tout cas pas ce qu'on observe aux États-Unis. On ne va pas ici pleurer sur la démocratie américaine, ce n'est pas le sujet. Mais le même problème aujourd'hui se pose en Europe. Quand on voit par exemple la manière dont les autorités de certains pays européens mentent à la population sur à peu près tous les sujets et dans tous les domaines, on ne saurait dire que la démocratie se porte beaucoup mieux en Europe qu'elle ne se porte en Amérique.

- Illustration: «Une leçon pour les anti-expansionnistes», ou les enfances de l'Oncle Sam. Caricature de Victor Guillaum au temps de la guerre américano-espagnole (1898).

NOTE

1. Editions Xenia, 2009, p. 94.

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)



LE GRAND JEU par Jean-Marc Bovy

Mikhalkov à la chasse aux démons

IL NE SE PASSE PAS UNE SEMAINE SANS QUE NIKITA MIKHALKOV NE FASSE PARLER DE LUI DANS LES MÉDIAS DE RUSSIE. PLUS COMME UN MAÎTRE À PENSER ET UN IDÉOLOGUE QUE COMME L'ACTEUR ET LE RÉALISATEUR MOULTES FOIS PRIMÉ QU'IL A ÉTÉ PENDANT PLUS DE CINQUANTE ANS.

Mikhalkov s'exprime sur toutes les questions de société qui agitent l'opinion publique. Tout récemment, il est intervenu dans le débat sur l'éducation et l'enseignement, pour prendre parti contre le système de Bologne, qui a aussi contaminé la Russie, ou au sujet d'un livre distribué dans les écoles qui raconte les amours de deux jeunes garçons. Son blog télévisé, qui a pour titre « Chasse-démons » (*Bessogon*), est suivi par plus de 15 millions de fidèles. Honni pour son conservatisme par toute une partie de l'intelligentsia, il ne cesse toutefois de gagner en audience.

De son ancien métier, Mikhalkov a gardé l'art de se mettre en scène et de se construire une image et un style propres. Sur fond d'icônes et de trophées recueillis dans les festivals du

monde, il tient un monologue entrecoupé de montages vidéo très percutants où rien n'est laissé au hasard. On le devine installé dans sa confortable demeure de grand propriétaire terrien, transformée en studio. Il a gardé l'auréole de son appartenance à deux grandes familles de l'élite soviétique, qui n'avaient rien perdu de leur influence dans le monde de la culture après la fin du communisme. Son père, Sergueï Mikhalkov, écrivain et auteur des paroles de l'hymne de l'URSS comme de celui de la Russie post-communiste, a exercé une autorité très redoutée sur l'Union des écrivains. Il a été reproché à son fils Nikita d'avoir perpétué le même esprit sur l'Union du cinéma, qu'il a présidée pendant de longues années et qui de l'avis de ses

détracteurs a dû se scinder en deux pour échapper à une mainmise réputée tyrannique. De la même manière qu'il lui est reproché dans le contexte actuel d'user et d'abuser de sa réputation et de son talent de grand communicateur pour justifier la politique du Kremlin.

On ne peut pas comprendre Nikita Mikhalkov et son combat actuel si l'on ne prend pas conscience du traumatisme laissé par les années 90 dans la conscience de ce patriote. A première vue, il n'a pas souffert personnellement, comme tant de Russes, de la descente aux enfers et de la misère sordide qui ont suivi la fin de l'URSS. Au contraire, devrait-on dire, c'est pendant ces mêmes années qu'il a récolté un Oscar, une palme d'Or et bien d'autres trophées, qui ont contribué à en faire une gloire internationale et à asseoir sa fortune. Pour autant, il ne s'est pas laissé griser et a compris l'épisode du Grand Jeu qui se déroulait en coulisses et qui aurait pu très mal se terminer pour son pays si, au dernier moment et quasiment par miracle, Poutine n'avait pas changé le cours de l'histoire.

Dans son dernier épisode de *Chasse-Démons*, Mikhalkov évoque, documents et citations à l'appui, les visées impérialistes des responsables de la politique extérieure étatsunienne destinées à mettre à genoux la Russie et à partager son vaste territoire en plusieurs Etats indépendants. En arrivant au pouvoir le 31 décembre 1999, Poutine avait-il lu l'ouvrage de

Zbigniew Brzezinski intitulé *Le Grand Echiquier* paru deux ans auparavant ? Sans s'en cacher, l'auteur qui a été le conseiller de Carter et d'Obama a préconisé ni plus ni moins la fin de la Fédération de Russie. Citation :

«Le nouvel ordre mondial sous l'hégémonie des USA se met en place contre la Russie, aux dépens de la Russie et sur les ruines de la Russie ».

Ce délire impérialiste n'est pas qu'une déclaration d'intention. Il imprègne le discours de Madeleine Albright et de Condoleezza Rice, chargées d'appliquer concrètement la politique extérieure de la Maison Blanche. Il a trouvé un début de concrétisation dans le projet de république de l'Oural sous l'égide de son gouverneur Rossel. Cet embryon d'Etat avait même émis sa propre monnaie et aurait pu prendre une forme souveraine si l'arrivée de Poutine au pouvoir n'avait pas coupé court à cette évolution, qui constituait une étape logique du démembrement de l'ex-URSS en 15 républiques.

D'autres exemples concrets et plus récents du plan de reconstruction de l'ordre mondial vu par le Dr Zbig sont donnés par Mikhalkov pour expliquer les origines de la guerre qui ensanglante aujourd'hui l'Ukraine. Nous entrerons dans plus de détails dans la suite de cet article.

LECTURE RECOMMANDÉE

- Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Hachette 2011.

LA POIRE D'ANGOISSE par Slobodan Despot

Fous alliés

LE G7 S'EST DONC RÉUNI EN BAVIÈRE EN CE DÉBUT D'ÉTÉ. ON SE RAPPROCHE, COMME NOUS L'AVIONS ANNONCÉ EN MAI, DE BERCHTESGADEN ET LE BUNKER DE BERLIN EST AU BOUT DE L'ÉTAPE. LES CHEFS DES SEPT ÉTATS LES PLUS IMBUS D'EUX-MÊMES ONT CHAUSSÉ LEURS CHAPEAUX EN FER BLANC ET AGITÉ LEURS GRELOTS. LA BOUFFONNERIE FUT STRATOSPHERIQUE.

«Quos vult perdere Jupiter dementat.» (Proverbe latin)

«Le monde moderne est plus fou que n'importe quelle satire qu'on pourrait lui consacrer.» (Chesterton)

On a donc décidé de châtier encore plus sévèrement M. Poutine. En réalité, on a donné le spectacle d'une bande de gosses vexés qui font «Na!» Parmi les brillantes idées de punition, quelqu'un a très sérieusement proposé de rogner les profits de M. Poutine en «plafonnant» les prix du pétrole russe. «Votre croissant au beurre, là, il est hors de question que nous le payions un euro vingt, c'est immoral. Il sera désormais à quatre-vingt centimes! — Ah? et la porte, derrière vous, vous la voyez?»

Le vieux réflexe colonial du *comprador* fixant le prix au producteur tenu à la gorge ne marche plus depuis belle lurette, mais les colons ne l'ont toujours pas appris. La presse a rapporté très sérieusement que la Russie «*faisait obstacle*» à notre volonté de la sanctionner!

Sérieusement... Déjà qu'on croyait qu'il s'agissait de *ne plus acheter du tout* les croissants de M. Poutine, nous voici déjà à ergoter *moralement* sur le tarif. Tout comme on a cédé au chantage cynique de la Turquie au sujet des nouveaux candidats... Oups! Ça, c'était au sommet de l'OTAN. Mais y a-t-il encore une différence? G7, UE, OTAN, trois œufs dans un même nid de coucou. Bref, notre morale est intraitable et



souple *en même temps*, comme dirait M. Macron®.

CONFÉRENCES SANS CAMISOLE

A propos, le spectacle de ces grands raouts de la chaolition accidentale devrait être un baume au cœur pour nos lecteurs français. Je les invite à les observer d'un esprit objectif: ils y verront que, glissé dans le lot, leur président détesté n'est finalement pas si mal que ça. Entre les nabots et les difformes, les infantiles et les gâteux, c'est à peu près le seul décent. Pour une oreille semi-distraite, la mélodie de ses propos paraît même sensée. Lui au moins a cessé de trompeter, comme son collègue *young leader* Alexander de Croo, qu'il s'agissait de donner encore plus d'armes à Zelensky car la guerre en Ukraine ne pouvait être résolue «que sur le champ de bataille». Sans doute n'a-t-on pas eu le temps de signaler au Premier ministre belge que son analyse était certes juste... mais pas dans le sens qu'on aimerait.

Il y a longtemps aussi que M. Macron® n'a pas grossièrement tourné les talons et quitté la salle à cause d'une question gênante d'un journaliste, comme vient de le faire M. Biden quand on lui a demandé son avis sur les migrants morts au Texas. Certes, me dira-t-on, il ne jouit pas encore des privilèges de l'âge, autre nom de la sénilité. Mais M. Scholz, qui est pour ainsi dire encore un jouvenceau, n'a guère fait mieux cette semaine quand on lui a posé une question sérieuse et au

fond tragique. Il a même fait pire que de s'enfuir. En guise de réponse, il s'est contenté de pouffer stupidement, peut-être même a-t-il lâché une vesse: le style Kamala Harris fait des émules. Si les Monty Python avaient tourné leurs sketches en allemand, cela aurait donné... quelque chose comme ça:

«Bourriez-fous nous tire, monzieur le Janzelier, guelles zont les garanties de zéguridé gue fous afez bromises à l'Ukraine au Ché-7?

— Ja, che bourrais, hih!

— Euh?

— Eh pien foilà. Z'est dout. *Das war's.*»

Das war's! «C'était ça.» Tel quel: la vidéo en témoigne! Quelles «garanties de sécurité» cette volière pouvait-elle offrir aux malheureux Ukrainiens, qui meurent pour elle par centaines chaque jour? Etaient-elles secrètes? Le chancelier Schpountz en était-il même informé? Mystère. D'ailleurs tout le monde s'en fiche, au fond. Comme on s'en fiche de ce que pense Mme Liz Truss, la ministre étrangère aux affaires de l'effréné Boris Johnson. On se fiche pas mal de ce qu'elle a dans la tête, Liz, mais la manière dont elle s'en défend vaut le détour. Voici encore une question simple et légitime posée par un député: ne pensez-vous pas, Mme la Ministre, que les Emirats sont des Etats «autoritaires» eux aussi? De même que l'Arabie Séoudite, qui décapite à tour de bras et qui élimine ses opposants à l'étranger? (Sous-en-

tendu: nous qui donnons des leçons à tout le monde, n'avons-nous pas tout de même de drôles d'amis?)

La boulimique instagrammeuse s'est pris les pieds dans le tapis comme jamais. Comment faire passer nos alliés coupeurs de têtes pour de bons démocrates? Le sujet de bac était décidément trop ardu pour la pauvre Liz. Elle nous fit subir une longue minute de malaise presque physique avant que son cervelet scientifiquement conditionné ne lui soufflât la parade absolue: «Bref, nous devons nous occuper de la menace prioritaire pour notre sécurité, et cette menace, c'est la Russie!» On respire! Même Liz a compris la manicette. On peut l'envoyer au front pour expliquer comment la coalition des Pures Démocraties s'apprête à livrer les opposants kurdes pieds et poings liés au sultan Erdogan pour permettre aux Finno-Suédois de troquer leur ciel clair contre le parapluie de l'OTAN en sacrifiant la démocratie au nom des droits de l'homme et les droits de l'homme au nom de la démocratie! (Ou vice versa.)

Que feront-ils, tous ces gens, quand ils auront «vaincu la Russie sur le champ de bataille» et qu'ils l'auront découpée en quinze morceaux comme le préconisait le Dr Zbig (Brzezinski)? Qui accuseront-ils alors? Fantômas? La conjuration des reptiliens?

Entretemps la Russie, et en particulier son président, reste leur obsession unique et carrément sexuelle. L'effréné BoJo ne vient-il pas de nous

gratifier d'une incongrue divagation psychanalytique en conjecturant que Poutine n'aurait pas attaqué l'Ukraine s'il avait été une femme? A quoi l'intéressé a répondu par anticipation rétroactive — en 2014 déjà — en relevant que «si mémé avait les organes de pépé, elle serait pépé», etc. Il n'y aurait de toute façon rien d'autre à répondre.

DIAGNOSTIC

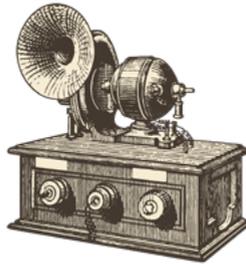
Revenons à Berchtesgaden, enfin en Bavière. Au sujet du G7, Bruno Bertez a remarqué la même chose que nous, mais il l'a dit plus nettement: ces gens sont fous. Cliniquement fous. Dangereusement fous. En pleine implosion hitléro-régressive:

«Les idiots se sont gaussés de la folie de Hitler qui isolé dans son bunker avec sa clique de névrosés prétendait encore diriger la contre-offensive. Les participants du G7 sont dans la même situation, exactement. Isolés du monde, entre eux, déconnectés de tout, sans bon sens et sans scrupule. C'est un phénomène historique: l'Occident vit dans un asile d'aliénés, un asile psychiatrique, il est dans un cercle clos qui lui interdit l'accès au réel. L'Occident s'est construit un monde fantasmé tellement clos qu'il ne peut prendre appui sur rien pour opérer une critique de ses erreurs.»

Si la Russie est historiquement coupable d'une chose, c'est d'avoir poussé cette démente latente à se révéler sous sa forme aiguë. Elle nous a donc tous mis dans l'embarras. Nos dirigeants ont publi-

quement dévissé! Ils baignent dans le *caca-prout-nanère*. L'ultime aire de compétence qu'il leur reste se résume à leurs impeccables nœuds de cravate. Allons-nous en prendre acte ou nous voiler la face, comme les fils de Noé devant l'indignité de leur père, ivre et nu sous sa tente? Cham fut puni dans sa descendance pour y être «allé voir» (Genèse 9:22), mais nous, nous n'avons même pas l'option de nous couvrir les yeux. L'indignité ne se manifeste pas sous une tente, mais face aux caméras du monde entier. Du reste, pour que l'indignité éclate et fasse scandale, il faut une dignité préalable dont ces gens

sont de toute évidence dépourvus. C'est le royaume loufoque d'*Alice au pays des merveilles*. On verse du thé dans des tasses tronquées en le gaspillant au sol, on lance des phrases absurdes que personne ne relève, on fait comme si tout était parfaitement normal et ordonné. Pourquoi pas, tant qu'on reste entre soi? Tant que le personnel de maison, éberlué par ce cirque, baisse pudiquement les yeux en pensant à sa maigre paye. Mais lorsque la paye ne viendra plus, le royaume d'Alice risquerait de virer au désert de Mad Max.



L'ANTIPRESSE EST UNE CHRONIQUE
DE LA VIE HUMAINE AU TEMPS DES ROBOTS,
100 % ANIMÉE PAR L'INTELLIGENCE NATURELLE.
DÉJÀ 344 SEMAINES. PLUTÔT RASSURANT, NON?

TURBULENCES

MARQUE-PAGES · La semaine du 26 juin au 2 juillet 2022

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Errata! Nous sommes décidément lus avec attention! Notre abonné Laurent me signale dans le «Bruit du Temps» de la semaine dernière (AP343) un barbarisme inadmissible de mon cru ainsi qu'une erreur de fait:

1) ...une dynastie d'empêcheurs de tourner en rond qui continue aujourd'hui encore de *remuer* dans les brancards...» Ce serait plutôt *ruer* dans les brancards, non?

Évidemment!

2) «Le troisième en ligne de succession serait théoriquement le secrétaire d'État Anthony Blinken...»: c'est le Président de la Chambre des représentants (Speaker of the House) le troisième en ligne, en l'occurrence l'excellente Nancy Pelosi, digne avatar du diable lui-même.

Juste! J'ai relayé l'erreur d'une de mes sources, mais j'aurais pu vérifier avant. Mea culpa! (SD)

i-boomerang. La teneur et le ton de l'étude de Microsoft intitulée *Défendre l'Ukraine: les premières leçons de la cyber-guerre* pourraient être ceux d'un mémoire de la NSA ou de la CIA. La compagnie de Bill Gates, dans ce document, s'identifie carrément à une agence officielle du dispositif militaro-industriel de l'Empire. On y trouve cependant des perles, notamment (p. 4), ces données sur l'incidence de la «propagande russe» aux États-Unis:

- * À partir de janvier 2022, on constate une augmentation significative du trafic vers les sites de propagande russes.
- * Le flux de consommation de propagande russe a atteint un pic le 24 février avec une augmentation de 82 %.

* Malgré tous les efforts entrepris pour réduire le trafic vers Sputniknews et RT.com, la consommation de propagande russe est toujours plus élevée qu'avant la guerre (~60MM par mois aux États-Unis, à égalité avec le WSJ).

Vous avez bien lu. La «presse de Poutine» est aussi lue aux États-Unis que le *Wall Street Journal* et son audience ne fait que croître *malgré* la censure physique des sites. Encore un bel effet boomerang à mettre au crédit des sanctions!

Hippocrate censuré. Même lui! Voici ce que vient de découvrir le journaliste Vincent Pellegrini: «Quelle ne fut pas ma stupéfaction, lors de la remise de diplôme de médecin de mon fils à Lausanne, de voir le serment d'Hippocrate sur grand écran dont le texte était tronqué. Il manquait comme par hasard ce passage non idéologiquement correct pour ce temps: "De même, je ne remettrai pas non plus à une femme un pessaire abortif."» Hippocrate est le plus célèbre médecin de l'antiquité grecque (né en 460 avant J.-C.). Il est considéré encore aujourd'hui comme le fondateur de la déontologie médicale. Il avait compris la vraie nature de l'avortement mieux que notre époque dénuée de raison. J'ai regardé les sites internet nationaux des sociétés médicales. Tous ont censuré Hippocrate. Il faut aller sur internet et taper *texte original* pour découvrir le pot aux roses.» (26.6.2022)

Piquons à tout vax! A partir des données de l'OMS, le Dr Gérard Delépine a compilé une balance claire et sourcée des avantages/risques des campagnes de vaccination contre le Covid-19. Les chiffres, que personne ne conteste, montrent aisément que ces produits manquent à leur tâche — si celle-ci est bien de protéger les populations contre

un virus. Si, en revanche, le cahier des charges est ailleurs, c'est un beau succès:

«Au prix moyen de 20 euros, les 12 milliards de doses déjà injectées ont représenté un gain de 240 milliards d'euros pour les fabricants et distributeurs des pseudovaccins. En 2021, le chiffre d'affaires de Pfizer a bondi de 95 % atteignant 81,3 milliards de dollars, et son bénéfice net a plus que doublé, à 22 milliards de dollars. Pour 2022, la firme prévoit un chiffre d'affaires global compris entre 98 et 102 milliards de dollars. Cette manne lui permet de financer d'innombrables lobbyistes, des cabinets de conseil qui orientent les décisions publiques, des sociétés savantes, des experts des agences sanitaires, de nombreux professeurs leaders d'opinion, des médecins de plateaux télé, des journalistes mainstream, et les décrypteurs de prétendues fake news (c'est-à-dire toutes les informations qui pourraient nuire aux ventes) et même parfois peut-être de corrompre les décideurs politiques. Laurent Mucchielli a bien montré qu'en France les conflits d'intérêts, et leur rôle particulièrement important dans la gestion de l'épidémie de Covid, font l'objet d'un déni et même d'un tabou. On peut donc craindre que le récit gouvernemental de la crise Covid ne soit pas prêt de changer malgré les évidences scientifiques actuelles. Mais la vérité est têtue et finira par triompher.»

BHL débouté. Les médias de grand chemin ne le claironnent pas trop, aussi Denis Robert, le patron de *Blast*, compte sur les réseaux pour diffuser la nouvelle. La voici, sobre et claquante: > «Je remercie la presse de ce pays d'informer de la défaite en appel de Bernard Henri Levy contre Blast. Nous l'avons accusé d'être le destinataire d'un virement de 9 millions d'euros de l'émir du Qatar en contrepartie de son appui dans le déclenchement de la guerre en Libye.»

Tête de Serbe. Novak Djoković ne s'est pas laissé démonter par sa détention et son expulsion de l'Open d'Australie en

janvier. Il est bien résolu à rester dans le groupe témoin des non-vaccinés, dût-il manquer l'US Open également. Rien qu'à songer aux millions de manque à gagner publicitaire, ses concurrents et leurs managers n'en dorment plus.

Cassandra. Chris Hedges en a vu d'autres. C'est un reporter de guerre forgé au feu, un journaliste et auteur d'expérience, un homme aux positions (de gauche) fortement affirmées, mais dont l'intégrité intellectuelle et professionnelle sont au-dessus de tout soupçon. En juin, Hedges a publié un «état de la situation» aux tons apocalyptiques et au titre simple: «Le triomphe de la mort». La mort à quoi nous conduit une hyperclasse globale déchaînée. On peut contester certaines positions de ce manifeste, notamment sur le climat, mais il mérite lecture et réflexion — si on consent à lire en anglais:

«Vous savez que vous êtes dans le pétrin lorsqu'un Henry Kissinger, qui a appelé l'Ukraine à céder des territoires à la Russie et à ouvrir des négociations avec Moscou «au cours des deux prochains mois plutôt que de créer des bouleversements et des tensions qui ne seront pas faciles à surmonter», devient une voix de la raison. Les gouvernements despotiques ont besoin d'un ennemi pour justifier la répression des dissidents, la réduction et l'annulation des programmes sociaux et le contrôle de fer de l'information. Les guerres justifient l'injustifiable — sites noirs, enlèvements, torture, assassinats ciblés, censure et détention arbitraire — des crimes de guerre hors normes. La guerre induit un état de paranoïa et de peur perpétuelles. Elle exige une obéissance de masse.»

Radio-Barbouze. L'excellent et très fiable OJIM a eu la bonne idée de traduire une enquête ahurissante du journaliste primé Jonathan Cook au sujet de ses confrères «en civil» émergeant aux services britanniques. On connaissait jusqu'ici le «copinage», le conflit d'intérêts, les renvois d'ascenseurs, mais le journa-

lisme barbouze est un continent à part qu'il faut découvrir d'urgence: «Royaume-Uni: faux «lanceurs d'alerte», vrais agents d'influence au service de l'État profond» | Ojim.fr

Communication à la russe. Constamment harcelée par l'artillerie côtière ukrainienne, l'île aux Serpents n'est pas vraiment une destination balnéaire. L'état-major russe a décidé de l'évacuer, espérant peut-être, comme les pêcheurs à l'affût, que l'adversaire viendra s'y établir à son tour pour le prendre dans sa nasse. N'importe, le ministère de la Défense a appelé cette manœuvre un «geste de bonne volonté», soulevant les rires dans le monde entier et jusqu'en Russie même. La même semaine, il a rapatrié 144 militaires prisonniers en échangeant notamment des membres du bataillon Azov, les «natziks» qu'on s'était promis de juger et

de punir. Des blogueurs russes ont relevé qu'une large majorité de l'opinion, dans un sondage, avait auparavant estimé que la vie d'un soldat russe méritait bien le renvoi d'un nazi. Ils ont aussi signalé que les Ukrainiens échangés étaient généralement blessés et inaptes au combat. Le ministère, qui ne pouvait les ignorer, n'a pas daigné publier ces menus détails, qu'il estime manifestement sans importance et qui pour le reste du monde modifient considérablement le tableau...

Humour à la russe. Pendant le sommet de Madrid réunissant 30 pays et partenaires de l'OTAN afin de discuter de leur stratégie 2030, l'agence spatiale russe Roscosmos a publié des photos satellites ainsi que les coordonnées géographiques des centres de décision, «juste au cas où».

Pain de méninges

POURQUOI NOUS CONTINUONS D'ÉCRIRE

Car c'est par l'écriture toujours qu'on pénètre le mieux les gens. La parole éblouit et trompe, parce qu'elle est mimée par le visage, parce qu'on la voit sortir des lèvres, et que les lèvres plaisent et que les yeux séduisent. Mais les mots noirs sur le papier blanc, c'est l'âme toute nue.

— Guy de Maupassant, *Notre cœur*

PHOTOBIOGRAPHIE PAR SLOBODAN DESPOT



Oh! Switzerland! Aéroport de Zurich, Suisse, 1.7.2022.

La guerre civile dans ce pays n'a jamais cessé durant le dernier siècle. Le royaume des chalets, du vieux bois et des géraniums aux balcons livre une lutte à mort à l'empire du verre, du béton nu et de l'acier. L'issue n'est que trop évidente. L'empire glacial géométrise le paysage partout où il le peut, et les humains dans la même foulée.